

**Séance du Conseil général du 24 avril 2006  
à 20 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

---

Président : M. Yann Chappatte, Président du Conseil général

Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

<b>1. Appel</b>
-----------------

Conformément à l'art.18 du règlement du Conseil général, le Président souhaite la bienvenue aux Conseillers et leur souhaite des débats fructueux. Monsieur Yann Chappatte procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. 18 Conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Messieurs Anthony Berger, Cyril Jeanbourquin et Denis Mertenat sont excusés.

Les membres du Conseil communal sont tous présents.

La présente séance a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 13 du 5 avril 2006.
- Par convocation à domicile.
- Par affichage public.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 6 février 2006
3. Communications
4. Questions orales
5. Discuter et approuver la modification de l'art. 29 du règlement de police
6. Discuter et approuver la modification de l'art. 9 al. 2 du règlement sur les élections communales
7. Discuter et préavisier la création de zones 30 km/h aux Bois
8. Traitement de la motion de M. Daniel Hubleur (PCSI) intitulée « Couverture des frais de fonctionnement de la STEP »

Le Conseil général a reçu le courrier suivant daté du 20 avril 2006 de la part du Comité de l'initiative communale sur la réglementation des compétitions automobiles :

Nous avons appris par la presse que le Conseil général va traiter de notre initiative lundi soir prochain 24 avril. Nous sommes surpris de ne pas avoir été associés à la préparation de l'information en vue de ces débats. Bien plus, en consultant sur Internet le dossier remis aux Conseillers généraux, nous constatons que l'information minimale pour prendre connaissance de l'objet n'y figure pas, que le Conseil communal se borne à justifier une autorisation qu'il a donnée en 2005, et que les indications fournies quant à la procédure sont en partie fausses. Dans ce dossier, il manque au minimum :

- Le texte intégral de l'initiative
- La prise de position du Conseil communal
- L'argumentaire à fournir par le comité d'initiative

Ces informations devaient être entre les mains des Conseillers généraux 20 jours avant la tenue de la séance (art. 20 du règlement du Conseil général).

De fait, les Conseillers généraux sont appelés à prendre une décision sur un objet qu'ils ne connaissent pas.

Au surplus, notre initiative doit être traitée selon les articles 102 à 104 de la loi jurassienne sur les droits politiques. L'article 8 du règlement d'organisation communal s'applique aussi, sauf celles de ses dispositions qui contredisent la loi cantonale précitée.

En conséquence, la procédure normale devrait nous amener à demander à l'Autorité cantonale compétente de prononcer la nullité de la décision que vous allez prendre le 24 avril. Il nous paraît que le report de cet objet à une prochaine séance serait une solution plus appropriée, qui vous laisserait le temps nécessaire à préparer les débats de façon plus conforme.

C'est pourquoi nous vous suggérons avec insistance de retirer le traitement de notre initiative de votre ordre du jour du 24 avril.

Pour la suite, nous restons bien entendu à votre disposition.

Veuillez agréer, M. le Président, Mesdames et Messieurs, nos meilleures salutations.

Le comité d'initiative :

Boillat Paul, Le Boéchet  
Bourquard Eugène, Les Prés-Derrière  
Cattin Robert, Les Bois

Fürst Pierre-Alain, Les Bois  
Godat Pierre, Le Cerneux-Godat  
Suter Berger Erna, Les Prailats

Les membres du bureau du Conseil général se sont consultés au sujet de ce courrier et ont décidé de maintenir l'ordre du jour tel qu'il a été proposé.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, donne la parole aux Conseillers généraux qui souhaiteraient faire des remarques concernant cet ordre du jour pour d'éventuelles modifications.

Personne ne souhaitant s'exprimer concernant l'ordre du jour précité, il est considéré comme accepté tacitement.

## 2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 6 février 2006

Monsieur le Président, Yann Chappatte, ouvre la discussion concernant le procès-verbal précité. Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, le point deux de l'ordre du jour est considéré comme accepté tacitement.

### 3. Communications

#### a) Communications du Conseil communal

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que le Conseil communal a signé l'acte de vente d'une parcelle de terrain à bâtir. Un crédit de Fr. 2'260.00 a été nécessaire pour remplacer l'horloge de l'école, étant donné qu'il n'y a plus de pièce de rechange pour la réparation de l'ancienne. Pour l'entretien des agrès des différentes places de jeux, un crédit de Fr. 2'545.00 a été accepté. Le Conseil communal a également décidé la dépense d'un montant de Fr. 700.00 nécessaire pour recevoir le radar du TCS durant une semaine. Monsieur Daniel Kurz signale que Monsieur Bernaschina abandonne l'idée de réaliser des logements en PPE aux Bois. Il est cependant prêt à négocier son projet. Le permis de bâtir est encore valable une année. Concernant l'avancement des travaux à Biaufond, il ne reste plus que le filet de protection à poser. Au sujet du projet de zones de hameaux, le Conseil communal vient de recevoir le préavis du Canton et est très déçu du résultat : Les Prailats et Le Peu-Claude sont refusés en tant que zones de hameaux et Le Bois-Français n'a pas été retenu comme zone mixte. Comme les nouvelles sont très fraîches et que la Commission d'urbanisme ne s'est pas réunie, le Conseil communal n'a pas pris de décision quant à la suite à donner à cette affaire. Concernant le dossier crèche, le Gouvernement a arrêté des options et un scénario pour la répartition de nouvelles places à réaliser afin de couvrir l'ensemble du territoire cantonal. Afin d'élaborer ce plan d'action, une nouvelle consultation sera distribuée à l'ensemble des Communes et aux parties concernées ces prochains jours. C'est seulement après étude de cette consultation qu'une décision pourra être prise concernant la crèche des Bois. Le Conseil communal ne compte pas recevoir de nouvelles avant fin août, début septembre. Au sujet du dossier Franck Muller, la vente de terrain n'a pas encore été signée. Étant donné que la société Franck Muller n'est pas suisse à 100%, un problème persiste pour l'achat de terrain concernant la construction d'habitations (Lex Friedrich).

#### b) Communications du Conseil général

Monsieur le Président, Yann Chappatte, n'a pas de communication à donner.

### 4. Questions orales

#### 1) Monsieur Gabriel Bilat

Monsieur Bilat a été interpellé au sujet de la sécurité dans la halle de gymnastique. Il y a quelques temps, la Commission d'école a estimé que les chaises entreposées en bordure de la salle représentaient un réel danger pour les enfants qui suivent les cours de gymnastique. Monsieur Bilat rappelle que ces chaises sont là depuis toujours et qu'il n'y a jamais eu d'accident à déplorer. Partant de ce fait, la Commission d'école a fait déplacer ces chaises au sous-sol par des enfants moyennant rétribution financière d'où les interrogations suivantes : 1) N'est-il pas plus dangereux de faire déplacer des chaises par des enfants que de les laisser sur place ? 2) En cas d'accident lors de ces déplacements, qui est responsable ? 3) Est-il normal de la part d'une Commune d'employer des enfants pour faire des travaux rétribués. Monsieur Bilat précise également que le bord de la scène doit être refait, car là, il y a des risques extrêmement dangereux étant donné les esquilles de bois à réparer.

Madame Dominique Boillat précise que le Conseil communal a eu dernièrement le problème des chaises de la halle de gymnastique à résoudre. Il a réussi à trouver un terrain d'entente avec les sociétés pour finir la saison sans changement. Pour le 30 juin prochain, l'USB s'est engagée à trouver une solution pour le rangement de ces chaises. Concernant la manipulation de celles-ci, ce travail a été accompli par des adolescents et non pas des enfants. Finalement, ce problème des chaises ne devrait pas être réglé par la Commune puisque c'est la Commission d'école qui veut que la salle soit libérée pour les leçons de gymnastique.

Monsieur Gabriel Bilat est partiellement satisfait.

## 2) Madame Dominique Monvert Joliat

Madame Monvert Joliat a appris que l'un des responsables du Critérium jurassien s'apprêtait à organiser la course dans très peu de temps sur la Commune des Bois. Madame Monvert Joliat souhaite savoir comment le Conseil communal a réagi concernant les préparatifs de cette course sachant les problèmes qui surgissent actuellement.

Monsieur Daniel Kurz se demande d'où Madame Monvert Joliat tient cette information, car le Conseil communal n'est au courant de rien. Aucune demande n'a été faite concernant l'organisation d'une course cette année. Monsieur Kurz a eu une conversation téléphonique ce jour avec le responsable du Critérium pour parler du problème relatif à l'ordre du jour de la présente séance.

Madame Monvert Joliat signale qu'elle a été interpellée à ce sujet par une personne.

Madame Monvert Joliat est satisfaite.

## 3) Monsieur Francis Sauser

Monsieur Sauser signale qu'il a déjà été partiellement répondu à sa question qui concerne le dossier Bernaschina. Monsieur Sauser souhaite savoir si le Conseil communal va faire le nécessaire pour demander que les panneaux situés à l'entrée du village soient enlevés.

Monsieur Daniel Kurz précise que le Conseil communal a demandé à Monsieur Bernaschina de procéder à l'enlèvement des panneaux situés à l'entrée du village, ainsi que celui situé sur la parcelle concernée par la construction.

Monsieur Sauser est satisfait.

## 4) Monsieur Gabriel Bilat

Monsieur Bilat intervient concernant le dépôt de gazon au Bas du Village. Ce dépôt a été clôturé et, selon certaines personnes, il semblerait que le dépôt n'est pas ouvert assez souvent. Lors de fortes affluences, serait-il possible de l'ouvrir plus longtemps ou carrément de le laisser ouvert en permanence. Si les habitants viennent avec leur gazon et que le dépôt est fermé, ce gazon va finir dans une forêt proche du village.

Monsieur Christophe Cerf signale que le Conseil communal aimerait bien laisser ce dépôt ouvert en permanence. Cependant, chaque fois que cela a été fait, la Commune a retrouvé des pierres et du fer dans la benne à gazon. La personne qui collecte le gazon abîme donc ses machines. Si les gens étaient civilisés et ne mettaient que du gazon dans cette benne, le dépôt pourrait rester ouvert. L'année dernière, il a été procédé à deux essais non concluants. Le Conseil communal peut, une nouvelle fois, faire l'essai de maintenir ce dépôt ouvert, mais Monsieur Cerf doute que le résultat soit positif. Monsieur Cerf reconnaît qu'il est ennuyant de devoir procéder de la sorte.

Monsieur Bilat est satisfait.

Pour l'entrée en matière, Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que, suite au passage du Critérium jurassien le 30 avril 2005 sur le territoire de notre Commune, une initiative dotée de 88 signatures légales a été déposée au bureau communal. Les initiateurs nous demandent d'interdire toute compétition sportive motorisée sur le territoire communal. Monsieur le Maire donne lecture de la lettre du Comité de l'initiative communale sur la réglementation des compétitions automobiles :

### **« Le fond du problème »**

Le 30 avril 2005, le rallye automobile « Critérium jurassien » empruntait les chemins des côtes du Doubs, notamment aux Pré-Derrière, puis les routes communales menant aux Prailats puis au Boéchet. Il en est résulté de multiples inconvénients, et plus particulièrement la mise en danger grave de personnes. Jusque là, on n'avait pas songé à légiférer en la matière, chacun sachant que ces voies de communication ne se prêtent pas à ce genre d'utilisation. Il faut croire que cette inadéquation ne saute pas aux yeux de tous, puisque la course a été autorisée par le Conseil communal des Bois. L'initiative vise à éviter que de pareils abus ne se reproduisent.

### **La sécurité**

Le réseau communal des routes et chemins mesure plus de 22 km. Il est destiné à un trafic local, desservant les hameaux et un beaucoup de fermes plus ou moins isolées. Pour une grande part, il est situé en forêt et n'est pas toujours asphalté. En raison de leur usage ordinaire et de finances publiques précaires, ces voies de communication ne présentent qu'un minimum de sécurité et sont peu entretenues. Elles sont étroites. En général, elles ne sont pas pourvues d'accotements ni de glissières, de sorte qu'une petite déviation de trajectoire mène souvent dans le rocher, contre un arbre ou au bas de talus abrupts. On trouve aussi d'autres obstacles au bord des chaussées, tels qu'entrepôts de longs bois, machines agricoles, barres et barrières... A certains endroits, on note des chutes de pierres et de rochers, ainsi que des affaissements de chemin. En situation de course, la vitesse élevée conduit toute déviation de trajectoire à l'incident grave.

A proximité immédiate vivent des gens et des animaux. On mesure facilement les risques lors d'une sortie de route à ces endroits ou lorsqu'un enfant ou une autre personne s'aventure sur le trajet d'un bolide de course.

### **Les dégâts**

Parce qu'ils ne sont pas construits pour supporter des courses automobiles, les chemins communaux sont notablement dégradés par cet usage. L'asphalte s'use et se casse, les bords de chaussée cèdent. Sur les chemins non asphaltés, le revêtement est éjecté et des nids de poules se forment. Les rigoles d'écoulement sont détruites.

Aux abords, les barres sont cassées, des arbres sont endommagés, des prés sont foulés.

Tous ces dégâts sont à la charge de la collectivité locale et des propriétaires riverains.

### **Les atteintes à la nature**

Dans le cas vécu, 84 véhicules de courses ont sillonné nos chemins, non seulement à deux reprises le jour de la course, mais aussi durant les deux semaines précédentes, pour les repérages. Il faut y ajouter les nombreux mouvements de véhicules liés à l'organisation. En de telles circonstances, l'impact sur la nature est perceptible. Nuage de gaz d'échappement et vapeur d'essence polluent le milieu naturel et les fourrages destinés aux animaux. Lors d'incidents, on note des écoulements d'huile et de carburants. Notre géologie karstique les conduit au Doubs. Le

bruit fait fuir les animaux sauvages. En forêt, c'est tout le milieu qui s'en trouve perturbé, celui là même que la loi sur les forêts voudrait protéger du simple champignonneur !

### **Les contraintes pour les habitants**

Durant les compétitions, les activités de la population se trouvent perturbées. Il n'est plus possible de sortir de chez soi pour les emplettes ou se rendre chez le coiffeur ou le médecin.

La poste ne peut plus procéder à la distribution normale du courrier. Les agriculteurs doivent renoncer aux travaux qui les obligeraient à utiliser les chemins publics. Il faut surveiller de près les enfants et enfermer le bétail. Tous doivent supporter le bruit et les gaz, vivre au rythme de la course, et cela aussi pendant les semaines qui précèdent la compétition. Ensuite, il faut réparer les dégâts aux clôtures, aux champs, ramasser les déchets abandonnés sur le parcours, abattre le bois blessé...

### **L'initiative communale**

Cette forme d'intervention permet à un dixième des votants d'exiger qu'un sujet soit traité par les autorités locales, ceci dans un délai de 12 mois. Dans la forme choisie ici, le Conseil général devra se prononcer. S'il refuse la proposition, l'initiative devra passer en votation populaire. »

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, propose l'acceptation de l'entrée en matière.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, demande si d'autres personnes souhaitent s'exprimer sur l'entrée en matière. Ce n'est manifestement pas le cas. Etant donné qu'il y a eu une première intervention suite au courrier des référendaires, Monsieur le Président, Yann Chappatte propose de voter l'entrée en matière.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée à une majorité évidente.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise que le Conseil communal consent parfaitement au terme de pollution atmosphérique, sonore et est conscient que certaines personnes peuvent être dérangées par ces pratiques de sport motorisé. Monsieur Kurz souhaite également rappeler que le tronçon existant sur la Commune des Bois était de 350 mètres de chemins communaux. Le Conseil communal pense qu'il ne faut manquer aucune occasion de promouvoir l'image de notre Commune et ceci même au détriment de certains habitants. Le Critérium a été retransmis à la télévision par des chaînes sportives, même étrangères, ainsi que par divers constructeurs de voitures et c'est ainsi que nous faisons aussi de la publicité pour notre village. Certes, le Conseil communal ne veut pas de compétitions de ce genre toutes les années, mais il ne veut pas non plus d'une interdiction définitive de ce genre de joutes. Pour ces raisons, le Conseil communal propose le rejet de l'initiative.

Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite savoir combien de fois il y a eu des compétitions automobiles dans notre localité.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise qu'à sa connaissance c'était la première fois.

Monsieur Marcel Barthoulot signale que le groupe PDC estime que ce qui a été dit est correct, mais que la loi cantonale est faite de façon à ce que le Canton puisse approuver ou refuser une compétition de véhicules à moteur sur son territoire. De plus, le Canton prend la température auprès de la Commune qui peut, elle aussi, accepter ou non une compétition sur son territoire. Le groupe PDC pense que la loi est assez stricte et qu'il ne faut pas encore en ajouter.

Monsieur Gabriel Bilat désire savoir si la Commune a dû payer des dégâts.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale que la Commune n'a pas payé un franc pour des dégâts causés par la course.

Madame Dominique Monvert Joliat pense qu'on fait une meilleure publicité pour la Commune avec l'installation d'une entreprise qu'avec une course.

Monsieur Jean-Pierre Bouille signale que le groupe PLR suit l'avis du Conseil communal.

Monsieur Gilles Cattin souhaite préciser que le Critérium jurassien est la deuxième activité au niveau du Canton du Jura, après le Marché-Concours, en ce qui concerne l'aura à l'extérieur du Canton et le nombre de spectateurs.

Monsieur Daniel Hubleur tient à rapporter les points discutés par les membres du groupe PCSI. Monsieur Hubleur rappelle qu'il existe une loi cantonale cadre. Il estime qu'il faut toujours faire très attention de légiférer au niveau communal dans des domaines de ce type-là. Aussi, s'il est vrai qu'il y a eu des dégâts semble-t-il sur la route, Monsieur Hubleur estime qu'il aurait été opportun de se retourner contre la société organisatrice afin qu'elle remette en état les dégâts engendrés. Pour le reste, Monsieur Hubleur pense qu'effectivement, cette course a peut-être été amenée rapidement, que la population a été mal informée et que cela pourrait être revu différemment. Cependant, dans tous les cas, Monsieur Hubleur pense que nous devons laisser les compétences au niveau du Conseil communal et ne pas légiférer pour une interdiction totale comme cela est prévu dans l'initiative. Pour cette raison, le groupe PCSI souhaite que nous restions vigilants, que nous ne laissions pas faire n'importe quoi, mais que nous ne nous chargions pas d'une remarque aussi radicale telle que celle proposée.

Monsieur Marcel Barthoulot désire savoir si les riverains se sont plaints auprès de la Commune pour des dégâts occasionnés par la course. On parle de branches et d'arbres abattus dans le référendum. Si cela avait été le cas, Monsieur Barthoulot pense que le Conseil communal se serait retourné contre les organisateurs.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, signale qu'aucune personne n'a fait de demande au Conseil communal pour exiger une intervention. Monsieur Kurz sait que deux ou trois propriétaires de chemins ont quelque peu été lésés et ont dû attendre jusqu'au mois de février dernier pour être indemnisés. Tous les frais ont été couverts par le Critérium jurassien.

Avant de passer au vote, Monsieur le Président, Yann Chappatte, précise que la décision qui sera prise sera communiquée lors de la votation populaire qui aura lieu ultérieurement.

Au vote, les Conseillers généraux rejettent la modification de l'article 29 du règlement de police à l'unanimité.

#### 6. Discuter et approuver la modification de l'art. 9 al. 2 du règlement sur les élections communales

Pour le débat d'entrée en matière, Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise que le bureau de vote reste clos le vendredi soir pour les votations cantonales et fédérales. Pour les élections communales, notre règlement stipule l'ouverture du bureau le vendredi de 17h30 à 18h30. Cette ouverture du vendredi est de moins en moins prise en compte par les électeurs. Ceci est dû au fait que le vote par correspondance est très en vogue chez nous. Afin d'harmoniser toutes les heures d'ouverture cantonales, fédérales et communales, de ne plus devoir convoquer trois citoyens comme surveillants à ces heures-là, le Conseil communal propose d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, le débat d'entrée en matière est accepté.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, n'a rien à ajouter.

Monsieur Marcel Barthoulot signale que le groupe PDC est favorable à cette modification. Les membres du groupe estiment qu'il faudrait mentionner dans le règlement communal que le scrutin communal est ouvert selon les mêmes heures que pour les scrutins fédéraux et cantonaux. De cette façon, si les heures d'ouverture pour les scrutins précités sont modifiées, nous ne devons pas changer notre règlement. Il s'agit d'une proposition.

Monsieur Jean-Pierre Bouille précise que le groupe PLR est favorable à la fermeture du bureau de vote le vendredi soir.

Aucun Conseiller général ne souhaite faire une autre proposition.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, rappelle que deux modifications de l'article 9 sont proposées, soit celle présentée par le Conseil communal et une seconde qui souhaite que l'on aligne les heures d'ouverture aux dispositions cantonales et fédérales. Monsieur Chappatte souhaite savoir dans quel ordre cela doit être fait. En effet, il est possible que nous nous trouvions dans une situation où les dispositions fédérales et cantonales ne sont pas équivalentes. Dans ce cas de figure, qu'est-ce que le groupe PDC propose.

Monsieur Marcel Barthoulot estime que si la Confédération change les heures d'ouverture, le Canton le fera également. Nous devrions pouvoir dire ce soir que les bureaux de vote communaux sont ouverts selon les prescriptions fédérales et cantonales. S'il y avait une modification d'ici quelques années, nous ne devrions plus passer cet objet au Conseil général.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, estime que la législation cantonale ne suivra pas systématiquement la législation fédérale.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, précise que les heures d'ouverture ne sont imposées par personne et que nous les choisissons.

La proposition du groupe PDC est la suivante : « le scrutin est ouvert aux heures fixées par le Conseil communal, selon les directives cantonales et fédérales ».

Monsieur Jean-Pierre Bouille ne voit pas ce que cette proposition change.

Madame Isabelle Caroli demande pourquoi nous devrions suivre les directives qu'on nous impose si nous avons au moins une liberté. Nous avons déjà peu de libertés, profitons de garder celles que nous avons.

Monsieur Marcel Barthoulot précise qu'à l'article 3, il est mentionné que le scrutin est clos à 12 heures. Il y a quelques années, le scrutin fermait à 13 heures. Lorsque les dispositions cantonales et fédérales ont changé, nous avons suivi.

Madame Isabelle Caroli estime que cela fait partie de la liberté. Si nous voulons suivre, nous le faisons.

Monsieur Daniel Hubleur pense qu'il s'agit d'une question de détails. Il estime qu'il serait plus clair, dans un règlement, de fixer les heures et les jours d'ouverture. Le fait de renvoyer à un article cantonal ou à des compétences du Conseil communal complique les choses. En effet, si quelqu'un va sur Internet, il peut directement voir ce qu'il cherche. Si nous mettons quelque chose de plus vague, cela deviendra plus délicat. Monsieur Hubleur préfère donc que les heures et jours d'ouverture soient clairement indiqués.

Monsieur Claude Gagnebin précise que dans la loi cantonale, il est mentionné que les bureaux de vote sont ouverts selon l'organisation des Conseils communaux. On peut donc très bien imaginer que le bureau de vote soit ouvert dans une Commune uniquement de 10h à 11h le dimanche matin et que, dans une autre Commune, il soit ouvert jusqu'à 13h. Les heures d'ouverture ne sont pas les mêmes dans toutes les Communes. La seule chose que dit la loi, sauf erreur, est que le bureau de vote doit être ouvert deux jours durant le scrutin.

Monsieur Francis Sauser pense que Monsieur Barthoulot voulait uniquement supprimer la mention des heures en laissant le samedi et le dimanche. A chaque fois, c'est le Conseil communal qui déciderait des heures d'ouverture.

Monsieur Marcel Barthoulot voit qu'il y a trop de complications et retire sa proposition.

Au vote, la modification proposée à l'ordre du jour est acceptée à l'unanimité.



Pour le débat d'entrée en matière, Monsieur Jean-Marc Boichat signale que l'objectif de cette consultation est de mesurer l'intérêt que suscite l'éventuelle introduction du 30 km/h sur tout ou partie du réseau du village. Il s'agit d'un outil décisionnel quant à la poursuite de l'étude sur la limitation de la vitesse à 30 km/h dans notre village. Quelques éléments sont à prendre en considération afin de répondre en toute connaissance de cause à ce projet. Le BPA (bureau suisse pour la prévention des accidents) s'est prononcé en faveur de l'introduction du 30 km/h dans les zones habitées. Cela implique des contrôles de vitesse pour s'assurer du respect de la mesure. La limitation à 30 km/h a permis d'éviter plusieurs centaines d'accidents de la route en 2004. Toute une partie du réseau du village peut faire l'objet d'une limitation de vitesse. L'introduction du 30 km/h engendre des coûts d'aménagement élevés. La route cantonale n'est pas concernée par cette mesure refusée en votation fédérale. Trois zones du village peuvent être mises à 30 km/h, soit la zone 1 « Place de l'Eglise – Bas du Village », la zone 2 « Route de Biaufond - Ruelle de la Baronne – Rue du Doubs » et la zone 3 « Route des Trois Sapins – Rue de la Petite Côte – Rue Au Jourez ».

Personne ne souhaitant s'exprimer, le débat d'entrée en matière est accepté tacitement.

Monsieur Jean-Marc Boichat rappelle que, comme mentionné dans le message remis aux Conseillers généraux, le coût minimal reviendrait à environ Fr. 30'000.00. Ces coûts ont été estimés en fonction des dépotoirs existants aux différents endroits des trois zones, car un modérateur serait construit sur un dépotoir existant. Dans le cas où il n'y aurait pas de dépotoir, nous serions obligés de creuser des conduites supplémentaires et les frais seraient encore plus élevés. Si l'on devait tenir compte des recommandations du BPA concernant les zones de 30 km/h, la facture ne serait pas de Fr. 30'000.00, mais de Fr. 100'000.00 et plus puisque le BPA préconise des rues à sens unique, des îlots et une nouvelle organisation de la circulation dans notre village. Monsieur Boichat souhaite revenir à la vitesse dans notre village. Le Conseil communal a reçu vendredi par courrier les résultats du radar qui a été mis dans le village. Monsieur Boichat donne lecture de la fin de l'analyse.

« Pour les cinq emplacements choisis par vous, l'analyse donne les résultats suivants :

- La vitesse se situait en dessous de la limite maximale tolérée (la limitation légale plus une marge de tolérance de 5 km/h).
- La vitesse moyenne se situait également en dessous de la limitation légale et ne présente ainsi pas de problème aux sites étudiés.
- En fonction de l'emplacement, il y a eu de 0 à 2.4% des véhicules qui ont dépassé les 55 km/h et de 0 à 11.3% les 50 km/h, comme le montre l'aperçu annexé des analyses.
- Il n'y a pas eu de dépassement extrême (30 km/h et plus au-dessus de la limitation. Un tel écart permet de faire mieux ressortir les points urgents). De tels dépassements pourraient représenter un danger potentiel important.

Rappelons dans ce contexte que - selon l'état actuel - le permis devrait en principe être retiré pour un excès de vitesse de 21 à 24 km/h à l'intérieur des localités (ce qui, pour l'ensemble des sites, n'a jamais été le cas), de 26 à 29 km/h sur les routes à l'extérieur des localités et de 31 à 34 km/h sur les autoroutes. Au-delà, le retrait devient automatique. (arrêt 6A.20/1998 du Tribunal fédéral).

Conclusion :

Relativement aux limitations de vitesse actuelles, nous considérons ces résultats comme favorables. »

Monsieur Jean-Marc Boichat donne connaissance de quelques chiffres plus précis concernant les résultats du radar :

Radar Rue Guillaume-Triponez : sur 2'254 véhicules, 1'999 étaient à la limite, 200 dépassaient la limite de 1 à 5 km/h, 36 de 6 à 10 km/h, 11 de 11 à 15 km/h, 4 de 16 à 20 km/h, 4 de 21 km/h et plus.

Radar Route de Biaufond (vers l'immeuble de la famille Stauffer) : sur 428 véhicules, 416 étaient à la limite, 8 dépassaient la limite de 1 à 5 km/h, 4 de 6 à 10 km/h.

Radar Au Jourez : sur 106 véhicules, 106 étaient à la limite.

Radar Bas du Village : sur 312 véhicules, 312 étaient à la limite.

Radar Route de Biaufond (vers usine Zürcher) : sur 1'043 véhicules, 1'024 étaient à la limite, 14 dépassaient la limite de 1 à 5 km/h, 5 de 6 à 10 km/h.

Les vitesses moyennes sont donc les suivantes :

Rue Guillaume-Triponez : 40 km/h

Route de Biaufond : 33 km/h

Au Jourez : 27 km/h

Bas du Village : 25 km/h

Route de Biaufond 2<sup>ème</sup> reprise : 33 km/h

Le responsable du TCS a affirmé que, même en zone 30 km/h, nous n'arriverions pas à de meilleurs résultats.

Monsieur Jean-Pierre Bouille s'est renseigné auprès de Monsieur Georges Jourdain, chef de la police de Peseux, qui s'est occupé de la mise en application de zones 30 km/h. Monsieur Jourdain, en tant que policier et chef de la police, a dit à Monsieur Bouille que la Commune ne devrait pas faire une stupidité pareille. Monsieur Jourdain a tout de même envoyé le courrier suivant à Monsieur Bouille concernant le fonctionnement de telles zones : « Suite à votre demande, je suis à même de vous communiquer ce qui suit. Pour la création des zones de 30 km/h, il y a plusieurs conditions à réunir et non des moindres.

La première chose : il faut avoir fait une étude de comportement de circulation (ce qui semble être le cas). Etablir le comptage des véhicules avec vitesse, débit, moyenne de véhicules, type de véhicules (ce qui n'a pas été fait, mais pourrait l'être). Les trois normes de la VSS (union suisse des professionnels de la route) donnent une vitesse générale sur 24 heures (on peut considérer que cet exercice a été fait).

La deuxième chose : il faut un type de rapport de construction des immeubles comportant le nombre de familles et d'enfants.

La troisième chose : il faut un plan et un arrêté de circulation.

La quatrième chose : si vous adoptez une zone 30 km/h, il faudra créer des entrées, des sorties avec des obstacles. »

Monsieur Bouille tient à préciser que la Commune devra investir plusieurs milliers de francs. Lorsque les conditions seront réunies, il faudra contrôler le 30 km/h. Si nous introduisons le 30 km/h sans contrôler l'application de la mesure, cela ne sert à rien. Visiblement, on y passera beaucoup d'heures pour peu de choses. Monsieur Jourdain a dit à Monsieur Bouille que si nous n'avions pas de raisons valables pour introduire le 30 km/h, il fallait vraiment s'en défaire. Car créer une telle zone est difficile et cher. Ensuite, il faut la maintenir, l'entretenir et si nous nous rendons compte que ça ne fonctionne pas, nous devons la défaire et c'est encore une autre paire de manches. Monsieur Bouille signale donc que les membres du groupe PLR refusent la création de zones 30 km/h pour le village des Bois.

Monsieur Jean-Maurice Jobin estime qu'il est nécessaire de pondérer quelque peu les résultats de ces radars qui sont posés au bord de la route dans le cadre d'une analyse du TCS. En effet, lorsque les automobilistes voient un gros panneau TCS avec un gros chiffre 45 km/h qui s'affiche dessous, leur première réaction est de lever le pied. Si nous avions installé un radar camouflé, Monsieur Jobin pense que les résultats seraient différents. Monsieur Jobin travaille assez régulièrement sur le réseau des routes communales puisque nous avons souvent des fuites d'eau. Il peut donc affirmer qu'il est très fréquent que des automobilistes passent à une vitesse supérieure à celle autorisée. Nous parlons de zones où nous devons prouver qu'il y a des enfants, Monsieur Jobin pense aux immeubles Progressia qui comptent beaucoup d'enfants. Sur la route qui passe devant ces maisons, les frontaliers ont souvent des vitesses qui sont trop élevées lorsqu'ils viennent travailler.

Monsieur Robert Claude estime que les gens pensent que le 30 km/h, c'est une obligation de le mettre dans leur quartier, mais surtout pas ailleurs. En ce qui concerne les panneaux, si ces derniers sont respectés comme celui situé entre l'école et la maison de Monsieur Gabriel Bilat, ils ne servent à rien. Une seule solution existe pour les faire respecter : la mise en place de radars. Si nous installons des gendarmes couchés ou des rigoles, tout le monde respectera le 30 km/h. Par contre, l'hiver, le chasse-neige rencontrera des problèmes et les voisins seront dérangés par des coups de freins et de gaz. Nous pourrions installer des bacs à fleurs, mais ce n'est pas pratique pour les poids lourds. Finalement, le groupe PCSI propose de faire une zone test durant une année aux frais du BPA dans la zone 2 où il y a le trafic le plus important. Monsieur Claude ignore si le BPA serait d'accord. Après une année, nous pourrions faire une enquête pour voir les résultats de cet essai, auprès des usagers de la route, des riverains, piétons, etc. Ensuite, nous pourrions opter pour le système le plus adéquat.

Monsieur Marcel Barthoulot signale que le groupe PDC rejette la création de zones à 30 km/h. Tout d'abord, on avance un chiffre de Fr. 30'000.00. Il s'agit d'une dépense initiale. Nous devons ensuite nous donner les moyens d'entretenir ces zones et de suivre leur fonctionnement. De plus, nous prévoyons l'installation de 26 panneaux. Or, nous n'avons actuellement que deux panneaux de sens unique et des panneaux d'interdiction de stationner et nous ne sommes pas capables de les respecter ou très peu. Monsieur Barthoulot estime que, lorsque nous aurons 26 panneaux, ce ne sera plus la forêt de la Petite Côte, mais la forêt des panneaux. De plus, quand il y a une zone 30 km/h, ce n'est pas uniquement pour la journée, mais également pour le soir. Si, un jour, la Commune décide de faire une opération de contrôle de vitesse et que vous passez le soir à 20 heures ou 2 heures du matin à 50 km/h, vous aurez un retrait de permis et une amende salée. A cette heure-là, vous auriez pu vous dire qu'il n'y avait pas de gamins sur la route et que vous pouviez conduire de façon décontractée. Ce qui est le plus important dans ce projet est qu'il faudra ensuite procéder à des contrôles. Nous ne pourrions pas en faire uniquement un par année. Nous serons obligés d'en faire plus souvent. Si nous demandons à la police cantonale de faire des contrôles, l'argent ne reviendra pas à la Commune pour rembourser les Fr. 30'000.00. Monsieur Barthoulot estime que nous devrions plutôt faire des choses comme les dépotoirs au Bas du Village lorsque nous procédons à des travaux, afin que la vitesse des automobilistes soit réduite. En ce qui concerne la sécurité des enfants, Monsieur Barthoulot est tout à fait d'accord avec le fait que cela est primordial. Les Conseillers généraux sont à peu près tous parents et nous devons tous savoir que, lorsque nous sommes dans une zone d'habitation ou dans un village, nous devons circuler à 50 km/h et si nous sommes dans une zone où nous savons qu'il y a des enfants, nous ne sommes pas obligés de rouler à 50 km/h. Nous pouvons aller plus gentiment, en fonction des enfants qui sont dans le quartier.

Avant de poursuivre le débat, Monsieur le Président, Yann Chappatte, souhaite rappeler que, par rapport à la procédure du point 7 de l'ordre du jour, le Conseil général va simplement communiquer sa décision relative à la création de zones 30 km/h. Il s'agira d'un vote indicatif qui sera utile au Conseil communal qui, soit arrêtera, soit poursuivra l'étude. Suite à la décision de ce soir, aucun référendum n'est possible. Le Conseil communal, après avoir défini les mesures à prendre, demandera une modification de circulation routière sur le tronçon concerné par la feuille officielle. C'est à ce moment-là uniquement que la possibilité sera octroyée aux citoyens de faire recours contre cette décision qui aura paru dans la feuille officielle, mais aucun autre moyen légal ne pourra empêcher la proposition faite par le Conseil communal. Monsieur Chappatte souhaitait faire part de cette procédure afin de clarifier quelque peu l'importance ou non de la décision de ce soir.

Monsieur Gabriel Bilat a étudié la carte remise aux Conseillers généraux et a entendu l'avis de plusieurs personnes qui n'étaient pas satisfaites. Pour Monsieur Bilat, le problème serait vite résolu. En effet, il suffirait de faire des rigoles comme celle située devant l'Eglise. Nous pourrions en faire une vers les immeubles Progressia, vers chez Monsieur Thierry Mouche, vers chez Monsieur Denis Chappatte. Cela ferait trois rigoles au village, les gens ralentiraient et il n'y aurait plus de problème. Nous pourrions également en mettre une sur la rue qui monte entre chez Messieurs Jean-Pierre Bouille et Vidal Amez-Droz. Là, nous pourrions mettre un miroir, car la visibilité est quasiment nulle à cause des haies que nous devrions même faire couper, conformément au règlement. Monsieur Gabriel Bilat propose donc que le Conseil communal étudie ces petites modifications qui seraient amplement suffisantes.

Monsieur Marcel Barthoulot signale que quelqu'un lui a même demandé qu'on mette le 30 km/h jusqu'à Biaufond et également pour le Chemin des Senteurs.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin pense, tout comme Monsieur Jean-Maurice Jobin, que l'étude du TCS n'est pas très scientifique. En effet, lorsque les gens voient un gros panneau « attention radar », ils ralentissent forcément. Si on estime qu'on met environ 500 mètres pour rejoindre la Route cantonale, une différence de 30 à 50 km/h représente à peu près 10 secondes, cela n'est pas énorme chaque matin et chaque soir. Il faudrait au minimum étudier des aménagements après une étude avec de vrais radars qui sont réellement cachés.

Monsieur Jean-Maurice Jobin remarque que les Conseillers généraux ont l'air de dire qu'il faut faire appel au civisme des gens et qu'ils vont ralentir parce qu'ils sont responsabilisés ou qu'ils sont père ou mère de famille. Or, concernant le civisme des gens, nous n'arrivons déjà pas à empêcher les personnes à mettre des cailloux dans la benne à gazon. Monsieur Jobin a donc de la peine à imaginer qu'en faisant appel au civisme des gens, ils lèveront le pied en traversant le village. Nous serons obligés d'arriver à la répression tôt ou tard.

Monsieur Daniel Hubleur souhaite intervenir concernant la procédure. Il estime qu'il est difficile de donner un préavis. Il estime que deux ou trois pistes ont été données, notamment celle de Monsieur Robert Claude au sujet du secteur de Progressia qui est un peu différent des autres, car il y a un trafic de transit important par rapport à Biaufond, il y a une partie de la circulation qui passe du côté du Restaurant de l'Ours ou en direction du Bas du Village et qu'il y a passablement d'enfants qui se dirigent vers l'école. Ce secteur nécessite tout de même une réflexion un peu plus poussée. Au sujet de la procédure, Monsieur Hubleur demande si le Conseil communal ne pourrait pas essayer d'entrevoir une proposition sur une année dans ce secteur et que le Conseil général refasse le point de la situation. S'il faut voter aujourd'hui pour ou contre la totalité des zones 30 km/h, Monsieur Hubleur se verra contraint de s'abstenir, car il lui paraît tout de même trop grave de dire non ou oui au 30 km/h sur toute la Commune avec les éléments que nous avons

entre les mains. Monsieur Hubleur souhaite savoir comment le Conseil communal va interpréter le résultat du vote de ce soir et quelle suite il va donner à cela.

Monsieur Jean-Marc Boichat rappelle que l'objet mis à l'ordre du jour de la présente séance fait suite à une pétition. Le Conseil communal n'a pas voulu prendre la responsabilité de faire une zone à 30 km/h sans demander l'avis du Conseil général. Monsieur Boichat ne sait pas s'il y a possibilité de créer une zone d'essai. Le Conseil communal est contre les zones 30 km/h, comme mentionné dans le message.

Monsieur Jean-Pierre Bouille est inquiet par rapport à la possibilité de créer une zone test. Vous pouvez le faire en zone test, dépenser l'argent nécessaire, la mettre en application, mais cela ne pourra pas avoir de valeur par rapport à la police si cette mesure n'a pas été homologuée, annoncée dans la feuille officielle, signalée correctement. Vous ne pouvez pas prétendre faire un essai, puis voir ensuite. Si vous faites une zone 30 km/h, vous la faites fonctionner et si vous pensez que cela ne vaut pas la peine d'avoir dépensé Fr. 15'000.00 vous effacez tout et remettez à 50 km/h. Monsieur Bouille ne pense pas qu'il sera possible de faire un essai en mettant des radars et en sévissant. Si vous voulez que votre zone test fonctionne avec des radars, vous devez obligatoirement avoir recours à une signalisation adéquate, une publication dans la feuille officielle, le temps des oppositions, des recours, la mise en application et seulement après vous pourrez faire votre zone. Monsieur Bouille ne voit pas du tout comment on peut faire une année de test sans passer par la voie normale.

Monsieur Marcel Barthoulot estime que nous pouvons demander au Conseil communal qu'il mette davantage les radars dans les rues du village. Monsieur Barthoulot n'est pas contre la sécurité, mais il estime qu'une fois que nous aurons mis en place la zone 30 km/h, par exemple dans la zone Route de Biaufond – Rue du Doubs, on ne pourra plus dire, dans dix ans, que c'est un quartier où les enfants sont devenus grands et qu'on déplace la zone. Si nous ne voulons plus de cette zone, ce sera à nouveau toute une procédure que le Conseil communal devra engager pour pouvoir enlever ce 30 km/h. Monsieur Barthoulot estime que plusieurs communes pourraient se rassembler pour acheter un radar et procéder à des contrôles. L'argent qu'on récolterait reviendrait à la Commune.

Monsieur Gabriel Bilat propose qu'on fasse un petit groupe de travail pour étudier la création de trois rigoles et calculer son coût. On pourrait en créer deux vers les immeubles Progressia où les enfants sont très souvent sur la route. Un jour, un frontalier risque de toucher un enfant. Après, nous dirons que nous aurions dû faire quelque chose.

Madame Isabelle Caroli pense que si nous respectons déjà le 50 km/h en journée sans que cela déborde sur les nuits, cela sera déjà pas si mal. Par rapport au test effectué, on s'aperçoit que le 50 km/h est à peu près respecté. S'il faut mettre des radars en journée pour voir si c'est le cas, ce n'est pas mal. Si nous introduisons des zones 30 km/h, il faudrait bien penser qu'il y a beaucoup de permis qui seraient retirés dans la Commune et Madame Caroli pense que pour les gens qui vont travailler, pour les ouvriers qui viennent de France, le permis manquerait beaucoup. Madame Caroli précise que le permis manque beaucoup lorsqu'on ne l'a pas et précise qu'elle est bien placée pour en parler.

Madame Dominique Cattin souhaite simplement demander où la crèche est prévue. N'est-elle pas prévue dans la zone où Monsieur Barthoulot dit qu'il n'y aura plus d'enfants dans dix ans ?

Monsieur Daniel Hubleur précise que certaines personnes paraissent catégoriques en disant que ce n'est pas possible de faire des tests. Monsieur Hubleur rappelle tout de même qu'à Saignelégier, on a pu tester un carrefour en plein centre en y mettant un rond-point. Monsieur Hubleur souhaite tout de même qu'on réfléchisse bien à cette circulation, qu'on fasse un test et

qu'on revienne avec une proposition plus concrète. Monsieur Hubleur estime que ce serait une solution agréable.

Aucun membre ne souhaitant encore s'exprimer, Monsieur le Président, Yann Chappatte, clôt le débat.

Au vote, 5 Conseillers généraux donnent un préavis favorable à la création de zones 30 km/h aux Bois et 10 Conseillers généraux se prononcent de manière défavorable.

#### 8. Traitement de la motion de M. Daniel Hubleur (PCSI) intitulée « Couverture des frais de fonctionnement de la STEP »

Selon le règlement communal, la motion doit être préalablement motivée par l'auteur. Monsieur le Président, Yann Chappatte, donne donc la parole à Monsieur Daniel Hubleur.

Monsieur Daniel Hubleur signale qu'il a été interpellé par certaines personnes pour connaître les raisons qui l'avaient poussé à déposer une motion. Monsieur Hubleur rappelle que l'article 26 du règlement du Conseil général propose le dépôt de motions afin d'avoir des propositions sur tout sujet d'actualité, ceci dans l'idée de provoquer un débat au Conseil général et, par la suite, également des propositions de modifications de règlements ou autres documents légaux. Cette motion n'a pas d'autre but que de provoquer ce débat. Monsieur Hubleur demande à chacun de ne pas chercher d'autres raisons au dépôt de cette motion. Monsieur Hubleur espère pour sa part que cela donnera des idées à ses collègues pour amener, soit par des interpellations, soit par des motions, des sujets de réflexion au Conseil général qui, pour le bien du village, nécessiteraient ce genre d'intervention. Monsieur Hubleur revient sur les raisons du dépôt de sa motion. Tout d'abord, les techniques d'épuration des eaux ont beaucoup évolué ces dernières années et nous devons nous en réjouir. En parallèle, nous trouvons sur le marché des systèmes qui nous permettent d'utiliser l'eau de récupération, principalement l'eau du toit, pour tout ce qui ne nécessite pas d'eau potable, que ce soit pour l'arrosage ou pour les W.C., machines à laver, etc. D'autres techniques arrivent également sur le marché concernant des toilettes dites sèches qui ne nécessiteront plus forcément d'eau pour l'évacuation. Toutes ces technologies sont là et nous devons les confronter au système que nous avons mis en place pour payer la STEP et les frais de fonctionnement. Monsieur Hubleur n'estime pas du tout que nous ne devons pas couvrir les frais de notre STEP. Monsieur Hubleur souhaite également relever l'importance de l'eau potable, la valeur de cette eau que nous appelons de plus en plus « or bleu », qui nous oblige à ne pas la gaspiller et à ne l'utiliser que pour les besoins qui nécessitent réellement l'eau potable. Dans ce contexte, il a paru important au groupe PCSI d'ouvrir ce débat, sachant que la Commission STEP révisait actuellement ce règlement. Partant de l'idée qu'on applique la loi du pollueur-payeur dans bien des domaines, l'idéal serait de mettre un compteur à la sortie des maisons, respectivement l'entrée de la STEP, pour calculer précisément ce qui part à la STEP. On a répondu à Monsieur Hubleur que ce système n'existait pas encore sur le marché ou qu'il serait très onéreux et il n'a pas fait de plus amples recherches à ce sujet. Monsieur Hubleur souhaite que la Commission STEP étudie tout de même cette possibilité. Si cela n'était pas réalisable, plutôt que de fermer les yeux ou interdire l'utilisation d'eau non potable pour le genre de pratiques qui ne nécessitent pas d'eau potable, Monsieur Hubleur demanderait par cette motion de changer le calcul des émoluments à l'article 54 qui est basé actuellement uniquement sur la consommation d'eau potable. Cette motion se veut générale pour permettre de trouver la meilleure solution. Elle n'est surtout pas là pour bloquer la situation ou le débat. Dans ce contexte, les membres du groupe PCSI ont rediscuté et souhaitent proposer une petite modification sur la dernière phrase « sans

vouloir remettre en cause la couverture de ces frais d'exploitation, nous vous demandons de prévoir un mode de répartition qui ne prendrait plus seulement en compte la consommation de l'eau potable », ce qui permet de ne plus être exclusif sur l'eau potable. Tenant compte de cette petite modification, Monsieur Hubleur espère que les Conseillers généraux comprendront les buts de cette motion et qu'ils l'accepteront. En acceptant cette motion, le Conseil général chargera la Commission de reprendre ce dossier et de venir faire des propositions plus concrètes en tenant compte de ces nouvelles techniques qu'il y a sur le marché.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, donne la parole au Conseil communal pour sa prise de position relative à cette motion.

Monsieur Christophe Cerf signale que le Conseil communal a discuté de cette motion dans sa dernière séance. Il est favorable à la poursuite de la discussion sur ce point.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, ouvre le débat.

Monsieur Marcel Barthoulot précise que les membres du groupe PDC ont étudié la motion de Monsieur Hubleur et sont favorables à cette motion. Ce n'est pas uniquement à la Commission STEP et au Conseil communal d'émettre des idées. C'est également toute la population qui doit le faire. La Commission STEP a déjà discuté de ce problème et il est assez ardu de trouver des solutions pour régler ce problème.

Monsieur Jean-Pierre Bouille demande si nous pouvons imaginer mettre une taxe fixe pour tout consommateur d'eau qui représente un montant s'élevant environ à la moitié et pouvoir ainsi diminuer le coût de l'achat de l'eau. On aurait ainsi une meilleure répartition et on ne pénaliserait finalement pas le consommateur. Cette solution pénaliserait moins certaines industries grandes consommatrices d'eau. Nous sommes appelés à avoir de nouvelles zones industrielles. Monsieur Bouille souhaite tout de même rappeler que nos tarifs d'eau vont peut-être plus effrayer les entreprises que les impôts.

Monsieur Gabriel Bilat estime que cette motion est une bonne chose. On pourrait faire une moyenne de consommation par adulte, par enfant et faire une taxe par habitant, comme pour les ordures ménagères.

Monsieur Claude Gagnebin précise que, d'un point de vue pratique, on peut imaginer toutes les solutions possibles, sauf celle par rapport au nombre d'habitants. Au niveau informatique, Monsieur Gagnebin souhaite qu'on lui dise comment régler ce problème. En effet, il s'agira de définir jusqu'à quel âge un enfant est considéré comme tel, comment facturer au prorata durant l'année en cas de départ, de retour, de service militaire, etc. Si c'est un système qui fonctionne au niveau de la taxe des ordures ménagères, en ce qui concerne la facturation de l'eau, on ne pourra pas régler ce problème.

Au vote, la motion de Monsieur Daniel Hubleur est acceptée à l'unanimité.

Monsieur le Président, Yann Chappatte, souhaite une bonne fin de soirée à chacun.

La séance est levée à 21.25 heures.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :